



N'Djamena, 17 Mai 2013

Circulaire N°006/PR/PM/2013

Relative à l'élaboration du Budget Général de l'Etat pour l'exercice 2014.

Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement

A

Mesdames et Messieurs

**Les Présidents des Grandes Institutions de la République;
Les Ministres et les Secrétaires d'Etat.**

Conformément aux dispositions du régime financier et comptable, ainsi qu'au programme politique du **Gouvernement du Renouveau et de l'Ajustement Global**, je vous adresse par la présente les directives qui devront guider la préparation de vos avant-projets de budget pour l'exercice 2014.

Il convient de noter que l'année 2014 devrait être marquée par une consolidation de la stabilité politique et sécuritaire. Ce climat de paix observé sur l'ensemble du territoire national va favoriser l'activité économique et permettra d'orienter les ressources publiques vers la réalisation des objectifs du **Plan National de Développement (PND)** dans le prolongement des **Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)**. Ce regain d'activité va, en outre, contribuer à asseoir les bases d'une véritable émergence économique dans notre pays.

A cet effet, le budget 2014 doit réaffirmer la priorité définie en matière de politique budgétaire pour la période 2012-2014, à savoir l'efficacité et l'efficience de la dépense publique, ainsi que l'amélioration de la collecte des recettes fiscales non pétrolières d'une part et celle des recettes administratives d'autre part.

Les orientations budgétaires y afférentes doivent tenir également compte des éléments du programme économique qui sera conclu en collaboration avec les Institutions de Bretton Woods, en vue de l'atteinte du Point d'achèvement de l'Initiative PPTE.

COURRIER ARRIVEE
Le 20 MAI 2013 S/N° 2770 M.F.:

S'agissant du déroulement du processus d'élaboration du Budget Général de l'Etat, vos services compétents auront bientôt des séances de travail avec ceux du Ministère des Finances et du Budget pour examiner conjointement les perspectives budgétaires, les performances et les mesures en terme de collecte de recettes et l'évaluation des projets de réformes en vue de dégager les économies à réaliser.

C'est pourquoi, il me paraît opportun de vous donner un certain nombre d'informations utiles sur l'environnement macroéconomique et le contexte dans lequel le budget 2014 devra être préparé et exécuté. Ces éléments d'information sont accompagnés d'orientations générales qui constituent la trame de fond des arbitrages budgétaires. Enfin, des directives techniques spécifiques et le tableau des enveloppes maximales indicatives sont repris en annexes de la présente note afin de guider vos choix budgétaires.

I. CONTEXTE ECONOMIQUE NATIONAL ET INTERNATIONAL

Le budget général de l'Etat sera élaboré dans un contexte international marqué par une situation mondiale tirée vers des perspectives meilleures mais divergentes et irrégulières pour les pays avancés. Cependant, les vieux dangers subsistent et de nouveaux risques sont apparus. À court terme, les risques ont trait principalement à l'évolution de l'incertitude dans la zone euro tandis qu'à moyen terme, les principaux risques sont liés aux risques géopolitiques au Moyen Orient, au niveau élevé du déficit budgétaire et de la dette aux États-Unis et au Japon.

Pour ce qui est des cours des produits de base, ils se sont accrus ces dernières années, grâce à des résultats macroéconomiques meilleurs que prévu dans les économies émergentes. Toutefois leur niveau en 2014 serait bien plus bas qu'en 2013 où il est attendu une baisse d'environ 5% sur le baril du pétrole. Cette baisse est imputable essentiellement à la hausse anticipée de la production dans les pays non membres de l'OPEP et dans les pays industrialisés.

Au niveau sous-régional, l'activité au sein de la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) a retrouvé son élan d'avant la crise financière et économique mondiale. En 2013, le taux de croissance serait de 6 % contre 5,6 % en 2012.

Au plan national, l'économie tchadienne a été marquée en 2012 par une bonne campagne agricole et une baisse de la production pétrolière des champs de Doba. La croissance globale était estimée à 8,9 % contre 0,7 % en 2011. Elle est tirée par le secteur hors pétrole notamment par les activités agricoles.

Pour l'année 2013, l'effet de levier exercé par les dépenses publiques sur certains secteurs économiques, doublé de la vigueur des investissements privés dans le domaine des travaux de construction et des activités pétrolières, ainsi que

l'amélioration de la distribution d'électricité devraient agir positivement sur la croissance économique. Elle atteindrait de ce fait 5,7% en 2013 et 7,8% en 2014.

Au niveau des finances publiques, des inquiétudes sérieuses apparaissent suite à l'éventualité d'une baisse des recettes pétrolières. Cette baisse est due essentiellement à la baisse de l'Impôt sur les sociétés (IS) du Consortium résultant de la hausse des coûts de facteurs de production (utilisation du brut pour le fonctionnement des turbines), au déclin naturel de la production de Doba et au fléchissement des cours mondiaux du pétrole.

II. OBJECTIFS MACROECONOMIQUES ET PRINCIPAUX DEFIS

Le cadrage macroéconomique 2013-2016 est bâti sur des hypothèses prudentes, eu égard aux risques budgétaires et financières qui pèsent sur les économies des principaux pays avancés.

Dans ce contexte, d'importants défis se présentent à l'économie tchadienne et exigent des réponses adéquates. Il s'agit en particulier :

- d'un accroissement de la pression fiscale hors pétrole qui est particulièrement faible comparée aux autres pays disposant d'une structure économique semblable pour compenser la baisse des recettes pétrolières;
- d'une baisse du niveau des coûts de facteurs de production qui sont très chers actuellement, malgré les efforts consentis au cours de ces dernières années ;
- d'une meilleure maîtrise des dépenses primaires (salaires, subvention et autres) qui ont connu une progression rapide depuis quelques années ;

Le Gouvernement entend prendre des mesures efficaces pour relever ces défis et maintenir les effets bénéfiques des programmes socio-économiques mis en œuvre pour accroître le niveau de vie de nos populations. Aussi, il s'engage à poursuivre les objectifs d'une exécution budgétaire visant à renforcer la stabilité macroéconomique et à approfondir la diversification de notre économie. Pour cela, les efforts seront consentis pour parvenir à:

- Un taux d'inflation moyen annuel inférieur à 3% ;
- Un déficit primaire hors pétrole (base ordonnancement, hors dons) autour de 17 % en 2014 avec un objectif de 14,5% du PIB en 2016;
- Un solde budgétaire de base supérieur à zéro(0) sur la période sous revue;
- Un taux de pression fiscale hors pétrole de 7,5 % en 2012 à 8,8 en 2014 avec un objectif supérieur à 9,5% en 2016.

La réalisation de ces objectifs qui résultent pour certains des exigences communautaires est conditionnée, entre autres, par l'établissement d'un bon climat des affaires et une bonne gestion des ressources publiques. A cet effet, j'invite les

responsables que vous êtes, à tous les niveaux, à rationaliser leurs besoins et à assurer la transparence dans la gestion de la chose publique.

Les efforts accomplis par le Gouvernement au cours de ces dernières années, en matière de maîtrise de la dépense publique, permettent d'espérer la conclusion d'un Programme financier avec le FMI avec l'objectif d'atteindre le point d'achèvement de l'Initiative PPTE, d'ici à juin 2014. La mise en œuvre satisfaisante de ce Programme devrait donner lieu à des annulations et des allègements de dettes de la part de nos créanciers. Le rétablissement des relations avec les organismes de Bretton Woods constituerait ainsi un catalyseur pour drainer de nouvelles ressources extérieures nécessaires au financement de notre **Plan National de Développement (PND) 2013-2015**.

Mesdames et Messieurs,

A partir de mi-juillet 2013, le Ministère des Finances et du Budget organisera des discussions budgétaires pour l'année 2014. A cet effet, j'exhorte tous les Présidents des grandes Institutions et les Chefs de Départements ministériels à accorder la plus grande attention à l'exécution de ces travaux préparatoires qui doivent être conduits conformément aux annexes I, II, III et IV de la présente note circulaire. Par la même occasion, je souhaite que les discussions internes débouchent pour chaque Département ministériel ou grande institution de la République sur des propositions concrètes et réalistes.

Pour les Départements ministériels générateurs de recettes de l'État, les avant projets des budgets doivent indiquer le niveau des recettes attendues et les mesures visant à renforcer leur collecte.

Pour finir, j'attire votre attention sur l'application stricte de l'ensemble des ces directives, particulièrement la prise en compte des orientations techniques. J'en appelle au respect du délai constitutionnel de dépôt du projet de Loi de Finances et de ses documents annexes.

Joseph DJIMRANGAR DADNADJI



Pièces jointes :

1. Directives techniques générales et spécifiques ;
2. Cadre de dépenses à moyen terme 2013-2016,
3. Cadre budgétaire à moyen terme 2013- 2016.

ANNEXE 1 : DIRECTIVES TECHNIQUES GENERALES

Les directives techniques générales sont la traduction chiffrée, en grande masse de dépenses, des objectifs de politique économique ci-dessus cités. Elles expliquent en détail, la manière dont vous effectuerez les allocations budgétaires dans vos Institutions et Départements respectifs.

La maîtrise des dépenses constitue le socle de la politique budgétaire du Gouvernement. Elle doit être appliquée de sorte à accroître les marges financières indispensables à la constitution d'une épargne publique, eu égard aux risques de retournement de la conjoncture. Cette orientation qui est indispensable pour parvenir à l'émergence économique, nécessite des budgets élaborés suivant les priorités de l'Etat et exécutés selon les bonnes pratiques en la matière. Les objectifs du Gouvernement sur la période 2013-2016 doivent se décliner au cours de l'exercice 2014 de façon rationnelle, en ce qui concerne le schéma et le circuit de la dépense. Ils doivent se traduire notamment par :

- de meilleurs résultats en termes d'allocation budgétaire, au niveau central et déconcentré conformes aux objectifs définis dans les documents de politique sectorielle ;
- le report des dépenses non indispensables au cours de l'exercice budgétaire ;
- une évaluation plus précise des besoins, exprimés par les entreprises publiques bénéficiant de subventions ;
- une utilisation rationnelle des lignes de crédits alloués ;
- le renforcement des contrôles par les structures dédiées.

Il s'agit en particulier de répartir de manière optimale l'enveloppe budgétaire de sorte à assurer un fonctionnement normal de l'ensemble des services de l'Etat et d'utiliser de manière efficace les ressources existantes (financières, matérielles et humaines).

Dans ce cadre, les directives suivantes doivent être mises en œuvre :

- le recensement de l'ensemble des agents de l'Etat non redéployés dans les services techniques, en vue de leur affectation dans d'autres Départements ministériels en fonction de leur profil ;
- le partenariat public/privé comme mode principal de financement de certaines infrastructures économiques dans les secteurs tels que le tourisme, l'habitat, l'agro-industrie, etc. ;
- le renforcement en moyens, des Structures de Contrôle et autres Inspections des Services (Inspection Générale des Finances, chambre des comptes, etc.) ;
- le respect strict des procédures en matière d'emprunts et de passation des marchés publics.

1. Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT)

Le CDMT central annexé à la présente lettre circulaire, indique les grandes masses des dépenses que l'Etat peut être en mesure d'assurer, compte tenu des objectifs macroéconomiques élaborés pour la période 2013-2016 et ses contraintes financières.

Les enveloppes budgétaires allouées aux différents services constituent des plafonds de crédits. Leurs taux d'évolutions sont cadrés par rapport au budget initial 2013. Ainsi, vous veillerez à ce qu'elles soient réparties et utilisées en tenant compte des priorités inscrites dans les stratégies sectorielles et de vos budgets programmes qui cadrent avec les grandes orientations politiques du Gouvernement.

Il faudra faire preuve d'ingéniosité pour programmer et exécuter toutes les actions prioritaires inscrites dans la feuille de route de vos différents Départements ministériels.

Le Ministère des Finances et du Budget veillera au respect strict du calendrier et des procédures budgétaires, afin de garantir une bonne préparation du budget. Cette prescription permettra au Gouvernement de présenter un budget de qualité à l'Assemblée Nationale, dans les délais constitutionnels et garantira ainsi sa bonne exécution.

Par ailleurs, compte tenu des prévisions de recettes pétrolières en baisse pendant la période sous revue, les dépenses globales suivront les évolutions ci-après :

- **Les dépenses du personnel** vont augmenter de 4,9 % par rapport au niveau retenu dans la Loi de finances Initiale 2013. L'objectif du Gouvernement est de maîtriser la masse salariale par l'aboutissement du recensement biométrique des agents de l'Etat. Les recrutements dans le cadre du budget 2014 ne seront effectifs qu'après la mise en œuvre des enseignements qui seront issus de ce recensement. De même, le budget 2014 doit tenir compte, dans la mesure du possible, de l'application des termes de différentes négociations salariales conclues avec les partenaires sociaux. Dans ce cadre, chaque Département devra procéder au calcul des traitements et salaires des fonctionnaires et contractuels, en se conformant rigoureusement au tableau des échelonnements indiciaires des fonctionnaires et autres agents de l'État en vigueur. Il devra évaluer les besoins de recrutement que ce soit dans le cadre de remplacement numérique ou de besoins nouveaux. Leurs pertinences seront discutées avec le Ministère des Finances et du Budget.
- **Les dépenses de biens et services** augmenteront de 4,5 % pour tenir compte de l'inflation et de l'accroissement des besoins de fonctionnement des services déconcentrés ou nouvellement créés. La comptabilité matière devra permettre à tous les Départements ministériels de corriger, dans le même temps, les imperfections dans la gestion des matériels.
- **Les transferts et subventions** seront en baisse de 5,4 %. Pour mieux cerner cette catégorie de dépenses qui croît d'année en année, tous les bénéficiaires de subventions doivent présenter un document relatant l'utilisation des subventions reçues depuis trois ans ainsi que leurs programmes d'actions, au Ministère des Finances et du Budget. Je tiens également à l'établissement de contrats de performance entre vous et les entreprises ou administrations sous votre tutelle, bénéficiant de ces subventions de l'Etat.
- **Les dépenses d'investissement sur ressources intérieures** seront en hausse de 11,5 % et prendront en compte particulièrement les investissements dans le secteur du développement rural. Malgré les risques entourant les perspectives économiques, le Gouvernement entend maintenir en 2014 les dépenses d'investissements à un niveau acceptable pour apurer entièrement, non seulement les engagements antérieurs, mais également doter les infrastructures existantes des équipements adéquats, afin d'assurer leur fonctionnement normal. Aussi, les Ministres doivent s'abstenir de programmer ou d'engager des programmes d'investissements sans s'assurer de l'existence des ressources pour les financer

Il s'agit ici de mettre en avant une démarche garantissant le respect des engagements de l'État vis-à-vis de ses fournisseurs et de ses partenaires internationaux, tout en réalisant les programmes et objectifs que le Gouvernement s'est fixés. A cet effet, les dépenses d'investissements doivent être programmées à l'intérieur des enveloppes proposées dans l'ordre des priorités ci-après :

1. Doter les projets de fonds de contreparties nécessaires ;
2. Mettre l'accent sur les équipements des infrastructures existantes ;
3. Accorder des allocations suffisantes pour garantir la poursuite des projets d'investissements en cours ;
4. Et, seulement s'il se dégage une marge, inscrire les nouveaux projets envisagés par vos Ministères respectifs, conformément à vos programmes d'actions

prioritaires ; et ceci, dans le strict respect des dispositions de l'article 7 de la Loi Organique du 16-62 du 11 mai 1962.

Les fonds de contrepartie doivent être correctement évalués conformément aux dispositions des conventions de financement conclues avec les bailleurs et pour les montants qui peuvent être exigibles en 2014. Toute demande de financement de contrepartie doit être appuyée de l'état d'exécution financière dudit projet pour les années antérieures et du détail des calculs ayant abouti au montant proposé. A cet effet, la concertation entre les Secrétaires Généraux des Ministères, les Directeurs en charge des études et les chefs des projets est primordiale pour une budgétisation rigoureuse des contreparties nationales.

- **Pour les dotations et budgets annexes**, afin de permettre au Gouvernement de déposer le projet de Loi de finances à l'Assemblée Nationale dans le délai constitutionnel, il est instamment demandé d'exiger des responsables des organismes nationaux et établissements publics sous votre tutelle administrative, la transmission de leurs prévisions budgétaires pour l'exercice 2014 en même temps que les vôtres au Ministère des Finances et du Budget, ainsi que leurs rapports d'activités de l'exercice 2012. De même, les responsables des Institutions de la République doivent élaborer et transmettre leurs besoins dans les délais conformes aux textes en vigueur et suivant les présentes directives.

2. Les allocations intra-ministérielles

Les propositions de budget devront mettre en exergue clairement le lien avec les programmes d'actions prioritaires (PAP) pour l'année 2014 retenus dans le PND. Dans ce cadre, je tiens absolument à votre pleine implication ainsi que celle de vos collaborateurs à tous les niveaux de l'élaboration du budget de votre Ministère.

3. Budgets programmes

L'adoption par la CEMAC de nouvelles directives en matière de finances publiques, notamment la directive n°01/116UEAC-190-CM-22 relative aux Lois de finances, ouvre de nouvelles perspectives pour la mise en œuvre des budgets programmes indispensables pour une gestion axée sur les résultats.

Le Ministère des Finances et du Budget s'active déjà à transposer ces textes dans les lois nationales notamment la directive relative aux lois de finances. Il prépare également la structure des programmes qui seront à la base de la gestion axée sur les résultats et la budgétisation pluriannuelle. Aussi, j'invite instamment les Départements ministériels, à s'investir pleinement dans ce processus pour que la mise en œuvre des réformes de la seconde génération soit une réussite.

ANNEXE 2 : DIRECTIVES TECHNIQUES SPECIFIQUES

Les directives techniques spécifiques complètent les directives générales ci-dessus édictées. Elles permettent de prendre en compte les spécificités de certains départements ministériels et doivent être intégrées dans les différentes allocations budgétaires.

- Ministère chargé de la Défense Nationale et des anciens combattants

Des augmentations régulières des dépenses militaires ont eu lieu depuis 2006 suite aux événements dramatiques qu'a connus notre pays.

Pour l'année 2014, dans le souci d'éviter des erreurs de programmation, le Chef du Département de la Défense Nationale doit mentionner avec précision dans l'avant-projet de budget les départs à la retraite, les augmentations budgétaires possibles en 2014, ainsi que le coût d'un plan de formation visant une plus grande professionnalisation de l'armée et sa participation active aux efforts de développement économique.

Un plan d'action triennal de mise en œuvre des conclusions des Etats généraux de l'Armée devra également être joint à l'avant-projet de budget. Votre avant projet de budget doit intégrer également l'impact budgétaire direct et indirect de notre engagement dans l'instauration de la sécurité au Sahel.

- Aux Ministères en charge des Enseignements Fondamental et de l'Alphabétisation, Professionnelle Secondaire, Recherche et Formation professionnelle Supérieurs

Les besoins en matière de personnel enseignant pour les nouveaux établissements scolaires et universitaires doivent être bien évalués à temps et intégrés dans la proposition de budget 2014.

Les ressources humaines doivent être allouées en tenant compte des besoins réels des différentes régions afin de les doter en personnel qualifié suffisant, conformément à la carte scolaire.

Les besoins en matière de biens et services pour les nouveaux établissements scolaires et universitaires doivent être évalués convenablement, en prenant en compte les stocks disponibles et la dotation des écoles en fournitures et petits équipements nécessaires pour relever le niveau et la qualité de l'enseignement.

En termes d'investissement, les efforts doivent être axés sur les équipements des infrastructures existantes et celles en cours d'exécution. Une fois la situation des contrats de construction des écoles, lycées et collèges clarifiée, au regard des disponibilités budgétaires 2014-2016, le budget 2014 doit prendre en compte la finalisation des contrats définitivement retenus, ainsi que les tables bancs et divers matériels nécessaires à leur fonctionnement.

- Au Ministère de la Santé Publique

Les nouvelles infrastructures sanitaires doivent être suffisamment dotées en personnel, équipements et en médicaments afin d'améliorer l'accès de la population aux services de base de qualité.

L'incidence financière des nouveaux recrutements prévus pour l'exercice 2014 (médecins, infirmiers, sages-femmes, filles de salles et accoucheuses) doit être discutée avec les services compétents du Ministère des Finances et du Budget, conformément aux objectifs que s'est fixés le Gouvernement pour la maîtrise de la masse salariale et pour l'opérationnalisation des infrastructures sanitaires construites.

Des mesures vigoureuses doivent être prises pour assurer l'effectivité de la prévoyance sociale, notamment la gratuité des soins dans le cadre prévu.

- Au Ministère de l'Hydraulique Urbaine et Rurale

Les besoins exprimés doivent inclure en priorité les mesures nécessaires pour accélérer l'atteinte des OMD dans le secteur de l'Eau à l'horizon 2015, notamment en ce qui concerne l'accès à l'eau potable. De plus, les moyens nécessaires doivent être déterminés pour la réalisation des études relatives aux ressources en eau souterraine et de surface, en vue d'accroître de manière significative l'accès à l'eau potable de nos concitoyens.

- **Au Ministère de l'Agriculture et de l'Irrigation**

Les programmes au titre de l'année 2014 doivent traduire la volonté du Président de la République de faire du développement du monde rural la principale priorité du trois (3) premières du quinquennat 2011-2016. Les axes d'intervention doivent être conformes aux principales conclusions du Forum sur le développement rural qui sont entre autres, sur la maîtrise de l'eau, l'intensification et la diversification de la production, la sécurité alimentaire et l'acquisition des engins agricoles en collaboration avec les autres départements concernés.

Aussi, afin d'apporter aux producteurs des conseils techniques adéquats, il doit être envisagé le recrutement des agents d'encadrement villageois pour accompagner le processus de mécanisation de l'agriculture. Une attention doit être réservée à la réussite de l'aménagement des périmètres irrigués dans le cadre du PNSA.

Il convient de mobiliser les ressources additionnelles pour augmenter et assurer une bonne répartition des périmètres aménagés, des intrants et d'outils agricoles.

- **Au Ministère de l'Aménagement du Territoire, de la Décentralisation et Libertés Locales**

Le secteur de l'aménagement du territoire joue un rôle capital dans le développement harmonieux de notre pays. A ce titre, votre département devra accélérer l'aménagement de notre territoire en milieu rural, urbain et périurbain.

- **Au Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de l'Emploi**

En vue d'améliorer l'efficacité du traitement des dossiers des fonctionnaires et autres agents de l'État, les recrutements doivent être effectués en tenant compte des besoins en personnel de nos délégations régionales.

Je tiens à ce que vous lanciez dans les meilleurs délais, un recensement exhaustif du personnel non utilisé dans les Départements ministériels, en vue de leur redéploiement en fonction de leur profil et des besoins exprimés.

Le projet de budget 2014, doit aussi prévoir les moyens en vue de rendre opérationnel l'outil de gestion du personnel de l'État (SYGASPE) qui intégrera l'exploitation des résultats du recensement biométrique. Le Ministère doit également veiller à mettre en œuvre la politique de gestion des carrières des fonctionnaires et agents de l'État avec des contrats de performance et d'objectif bien précis.

De même, en vue de préserver la paix sociale et la résolution des conflits sociaux par la négociation et le dialogue, votre département se doit de mettre en œuvre avec le Ministère des Finances et du Budget toutes les dispositions de l'accord conclu le 28 mars 2013 entre le Gouvernement et les organisations syndicales des travailleurs.

- **Au Ministère des Finances et du Budget**

Le Ministère doit procéder à l'accélération de la modernisation de la gestion des finances publiques, afin d'assurer la maîtrise des dépenses courantes en particulier celles relatives aux transferts et subventions, par un renforcement des contrôles. Des plans d'action doivent être exigés aux administrations, entreprises et institutions bénéficiaires de subventions de l'Etat.

Dans ce cadre, il doit promouvoir le partenariat public privé. Pour, la fourniture à l'administration, de certains services ayant un caractère permanent (entretien de véhicules de l'administration, entretien de bâtiments, marché à commande, etc.), l'attribution des contrats doit obéir aux règles strictes de la compétition.

Le Ministère doit allouer une enveloppe suffisante pour le plan d'activités prioritaires retenues pour la période 2013-2015 dans le cadre du PAMFIP (Programme d'action pour la modernisation des finances), en vue de finaliser et mettre en application les différentes mesures arrêtées.

Votre département se doit de transposer avant le 31 décembre 2013, l'ensemble des directives du nouveau Cadre Harmonisé de gestion des finances publiques dans la CEMAC. Vous devez également créer le plutôt possible, le dispositif de mise en œuvre de cette réformes d'envergure.

- **Au Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Affaires Foncières et du Domaine**

Le Ministère doit œuvrer à l'amélioration de la gestion du système foncier. Le pourcentage de concessions disposant de l'ensemble des documents administratifs (arrêté de cession de gré à gré, titre de propriété, etc.) doit être accru, ce qui constitue une source fiscale potentielle qu'il convient d'explorer.

Les offres de lotissement des terrains doivent augmenter pour assurer la mise en œuvre de la vision du Gouvernement en matière d'urbanisation de nos villes. A cet effet, les besoins en personnel qualifié doivent être intégrés pour une bonne valorisation du foncier urbain et rural.

En collaboration avec le Ministère en charge des Finances, vous devrez évaluer la mise en œuvre des dispositions relatives aux transactions immobilières notamment l'article 23 de la loi de finances 2013. Au regard des résultats de l'évaluation, si la mise en œuvre n'est satisfaisante, vous devrez proposer une nouvelle révision de cette dispositions.

Votre département devra, conformément aux orientations du PND, rendre opérationnelle la Société de promotion foncière et immobilière et doter le pays d'une Banque spécialisée dans l'habitat.

- **Au Ministère du Touristique et de la Promotion de l'Artisanat**

Les prévisions budgétaires doivent intégrer les actions nécessaires pour assurer un meilleur rapport qualité/prix des services hôteliers et celles visant à renforcer l'attrait et la visibilité de la destination Tchad auprès des touristes et investisseurs étrangers. La valorisation de nos différents sites touristiques constitue une des vos priorités en 2014.

Par ailleurs, vous devrez prendre toutes les dispositions utiles en vue d'améliorer la qualité d'accueil dans nos infrastructures hôtelières en prélude au prochain sommet de l'Union Africaine.

- **Au Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique**

Des dispositions doivent être prises pour établir un tableau comprenant l'ensemble des Gouvernorats, Préfectures et Sous Préfectures avec leurs besoins réels de fonctionnement. Aussi, l'utilisation des crédits mis à la disposition des unités administratives déconcentrées doit faire l'objet d'un suivi minutieux.

Votre département devra évaluer avec exactitude les effets du dernier recensement de la police nationale.

- **Au Ministère des Affaires Etrangères et de l'Intégration Africaine**

Les mouvements des diplomates doivent être bien recensés, ainsi que les nouvelles créations des ambassades. Les dotations relatives au fonctionnement doivent être mesurées de sorte à éviter des carences importantes dans les missions diplomatiques.

- **Au Ministère de l'Environnement et Ressources Halieutiques**

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour vulgariser les mesures de protection de l'environnement de façon à éviter d'éventuels abus et élargir le champ d'utilisation du gaz par la population. L'utilisation des réchauds à pétrole doit aussi être vulgarisée afin d'aider le monde rural à dépendre moins de la consommation de bois comme source d'énergie. Le Ministère doit également rendre opérationnelle la partie tchadienne du projet « Grande Muraille Verte ».

Suite au braconnage de centaine d'éléphants ces derniers temps, le département en charge de la protection l'environnement doit se doter des moyens humains et matériels pour une surveillance accrue du territoire national en vue de protéger les espèces menacés.

- **Au Ministère du Commerce et de l'Industrie**

Les mécanismes de contrôle des prix des biens de première nécessité sur les marchés doivent être renforcés.

Le Département doit engager, en concertation avec le Ministère du Plan, de l'Economie et de la Coopération Internationale, les réflexions en vue d'organiser un recensement des entreprises installées sur le territoire national afin d'améliorer la base des connaissances du secteur et le potentiel de croissance de notre économie.

En ce qui concerne la Cotontchad Société Nouvelle, la subvention prévue doit tenir compte de la feuille de route élaborée précédemment et de l'évolution prévisionnelle des cours du coton.

Vous devrez prendre des mesures pour accroître l'investissement du secteur privé, accroître son rôle dans la création d'emploi et de la richesse. Des efforts doivent être faits pour aboutir un meilleur classement du Tchad en matière de climat des affaires.

- **Au Ministère du Développement Pastoral et de la Production Animale**

Les investissements doivent viser principalement un accroissement significatif des capacités d'abattage du bétail, la sédentarisation des éleveurs, l'accroissement et la diversification de la production de l'élevage à travers l'amélioration de la santé animale, la multiplication des points d'eaux pastoraux, etc. En outre, un accent particulier doit être mis sur la réalisation des projets convenus avec nos partenaires internationaux dans ce domaine.

Les directions techniques chargées du suivi de la santé animale doivent être dotées de ressources suffisantes pour améliorer la qualité de la viande tchadienne indispensable pour soutenir la politique du Gouvernement en matière d'exportation de viande.

Votre département devra axer sa politique sur le développement de l'Industrie animale, l'approvisionnement en produits vétérinaires et zootechniques pour le bétail et le renforcement des capacités des acteurs.

- **Au Ministère chargé des Microcrédits pour la Promotion de la femme et de la jeunesse**

La situation du recouvrement des crédits alloués doit être mise à la disposition du Ministère des Finances et du Budget pour être intégrée dans le budget 2014.

- **Au Ministère de l'Energie et du Pétrole**

En matière de subventions aux entreprises publiques, la subvention à la Société Nationale d'Électricité doit refléter la mise en œuvre des plans d'amélioration de la gestion et du recouvrement des factures, la mise en production de la raffinerie de Djarmaya et la mise en place de la centrale Farcha 2 depuis juin 2012.

Par ailleurs les conclusions du Forum international sur les énergies renouvelables tenu ici à N'Djaména devront être reflétées dans le budget 2014. /-

ANNEXE 3: CADRE DES DEPENSES A MOYEN TERME

S e c t	Départements / Institutions	2012 Estimation	2013 LFI2013	2014	2015	2016
	Santé et Affaires sociales	83,02	166,51	156,14	160,14	165,10
16	Santé Publique	75,92	150,35	138,27	143,71	148,32
	Personnel	15,62	29,74	30,93	32,17	33,46
	Biens et Services	4,54	13,59	14,54	15,55	16,64
	Transferts	20,59	39,45	40,63	41,85	43,11
	Investissement	35,17	67,57	52,17	54,13	55,11
	Fin. intérieur	19,74	47,22	48,17	49,13	50,11
	Fin. extérieur	15,43	20,35	4,00	5,00	5,00
17	Action sociale, Soidarité nationale et Famille	7,10	16,16	17,88	16,43	16,78
	Personnel	3,24	5,60	5,88	6,17	6,48
	Biens et Services	0,47	0,69	0,72	0,76	0,80
	Transferts	3,16	3,00	4,50	4,50	4,50
	Investissement	0,23	6,87	6,78	5,00	5,00
	Fin. intérieur	0,23	2,60	6,78	5,00	5,00
	Fin. extérieur	0,00	4,27	0,00	0,00	0,00
	Éducation	129,51	219,33	197,92	209,46	215,88
15	Enseignement fondamental et Alphabétisation	100,98	119,88	130,71	137,43	141,31
	Personnel	81,40	78,46	84,74	88,13	91,65
	Biens et Services	3,33	7,50	8,25	9,08	9,98
	Transferts	5,73	12,27	19,64	21,60	23,76
	Investissement	10,53	21,65	18,09	18,63	15,91
	Fin. intérieur	4,50	12,50	15,00	15,45	15,91
	Fin. extérieur	6,02	9,15	3,09	3,18	0,00
41	Enseignement et Formation professionnelle secondaires	0,60	28,21	23,41	25,14	26,52
	Personnel	0,30	15,75	16,52	17,34	18,19
	Biens et Services	0,30	2,50	2,75	3,02	3,32
	Transferts	0,00	0,04	0,08	0,16	0,32
	Investissement	0,00	9,92	4,06	4,62	4,69
	Fin. intérieur	0,00	9,92	4,06	4,62	4,69
	Fin. extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Enseignement, Recherche et Formation professionnelle supérieurs	27,93	71,24	43,79	46,89	48,05
	Personnel	3,96	4,47	4,82	5,21	5,63
	Biens et Services	0,24	1,53	1,68	1,85	2,03
	Transferts	9,45	34,11	27,29	27,83	28,39
	Investissement	14,28	31,14	10,00	12,00	12,00
	Fin. intérieur	9,55	28,14	10,00	12,00	12,00
	Fin. extérieur	4,73	3,00	0,00	0,00	0,00
	Développement rural	124,28	178,83	210,81	218,85	192,86
18	Agriculture et Irrigation	58,65	99,30	120,76	124,27	97,89
	Personnel	3,04	3,66	3,84	4,03	4,23
	Biens et Services	0,81	1,57	1,73	1,90	2,09
	Transferts	30,56	44,10	50,72	53,25	53,00
	Investissement	24,24	49,97	64,47	65,08	38,56
	Fin. intérieur	9,60	29,00	30,45	31,06	34,16
	Fin. extérieur	14,64	20,97	34,02	34,02	4,40
19	Développement pastoral et Productions animales	23,34	23,76	32,71	32,45	32,71
	Personnel	1,96	2,41	2,65	2,84	3,03
	Biens et Services	0,34	1,40	1,46	1,51	1,57
	Transferts	1,62	3,00	4,00	4,50	4,50
	Investissement	19,42	16,95	24,60	23,60	23,60
	Fin. intérieur	8,92	9,70	24,00	22,00	22,00
	Fin. extérieur	10,50	7,25	0,60	1,60	1,60
26	Environnement et Ressources halieutiques	15,36	32,40	33,83	38,50	38,50
	Personnel	3,01	4,37	4,68	5,00	5,35
	Biens et Services	0,58	0,87	0,90	0,92	0,95
	Transferts	0,00	1,00	2,00	3,00	3,00
	Investissement	10,99	26,61	27,19	30,54	30,54
	Fin. intérieur	9,95	9,81	11,78	14,13	14,13
	Fin. extérieur	1,04	16,80	15,41	16,41	16,41
38	Hydraulique rurale et urbaine	26,93	23,38	23,52	23,64	23,77
	Personnel	0,36	0,83	0,89	0,93	0,98
	Biens et Services	0,23	0,55	0,57	0,58	0,60
	Transferts	0,00	2,00	2,06	2,12	2,19
	Investissement	26,35	20,00	20,00	20,00	20,00
	Fin. intérieur	10,00	20,00	20,00	20,00	20,00
	Fin. extérieur	16,35				

S e c t	Départements / Institutions	2012 Estimation	2013 LFI2013	2014	2015	2016
	Infrastructures	396,91	291,47	270,85	279,30	286,80
22	Infrastructures et Equipements publics	252,81	233,99	221,01	230,21	235,90
	Personnel	1,26	1,44	1,48	1,48	1,48
	Biens et Services	0,66	1,44	1,51	1,58	1,66
	Transferts	1,76	2,77	3,30	3,50	3,50
	Investissement	249,12	228,35	214,73	223,64	229,26
	Fin. intérieur	190,08	169,85	178,35	187,26	192,88
	Fin. extérieur	59,04	58,50	36,38	36,38	36,38
43	Transports et Aviation civile	109,49	11,35	13,81	11,95	11,99
	Personnel	0,00	0,33	0,34	0,35	0,37
	Biens et Services	0,13	0,75	0,77	0,80	0,82
	Transferts	0,50	0,50	0,70	0,80	0,80
	Investissement	108,86	9,78	12,00	10,00	10,00
	Fin. intérieur	0,19	9,78	12,00	10,00	10,00
	Fin. extérieur	108,68	0,00	0,00	0,00	0,00
31	Aménagement du Territoire, Décentralisation et Libertés locales	27,22	32,47	23,02	25,49	27,06
	Personnel	0,87	1,12	1,16	1,20	1,25
	Biens et Services	0,33	0,80	0,82	0,85	0,87
	Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Investissement	26,02	30,55	21,04	23,43	24,93
	Fin. intérieur	7,03	20,35	18,54	19,93	21,43
	Fin. extérieur	18,99	10,20	2,50	3,50	3,50
21	Mines et Géologie	1,69	5,18	8,79	7,06	7,16
	Personnel	0,52	0,61	0,63	0,66	0,69
	Biens et Services	0,42	1,27	1,33	1,40	1,47
	Transferts	0,00	0,20	3,00	2,00	2,00
	Investissement	0,74	3,10	3,82	3,00	3,00
	Fin. intérieur	0,74	2,91	3,82	3,00	3,00
	Fin. extérieur	0,00	0,19	0,00	0,00	0,00
25	Postes et Nouvelles Technologies de l'Information	5,70	8,48	4,21	4,60	4,70
	Personnel	0,31	0,38	0,39	0,41	0,42
	Biens et Services	0,22	0,60	0,62	0,64	0,66
	Transferts	1,75	1,75	1,20	1,50	1,50
	Investissement	3,43	5,75	2,00	2,06	2,12
	Fin. intérieur	1,93	2,00	2,00	2,06	2,12
	Fin. extérieur	1,50	3,75	0,00	0,00	0,00
12	Justice	11,05	14,36	15,15	15,70	16,26
	Personnel	4,90	4,19	4,40	4,62	4,85
	Biens et Services	1,47	2,07	2,18	2,24	2,31
	Transferts	0,68	1,40	1,47	1,51	1,56
	Investissement	4,00	6,70	7,11	7,32	7,54
	Fin. intérieur	1,85	4,50	4,64	4,77	4,92
	Fin. extérieur	2,15	2,20	2,47	2,55	2,63
5	Cour Suprême	1,25	1,50	1,54	1,57	1,61
	Personnel	0,73	0,72	0,73	0,74	0,76
	Biens et Services	0,48	0,54	0,56	0,58	0,61
	Transferts	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04
	Investissement	0,00	0,20	0,20	0,20	0,20
	Fin. intérieur	0,00	0,20	0,20	0,20	0,20
	Fin. extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
30	Haute Cour de Justice	0,46	0,40	0,85	0,86	0,86
	Personnel	0,17	0,18	0,18	0,19	0,19
	Biens et Services	0,14	0,16	0,17	0,17	0,18
	Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Investissement	0,15	0,06	0,50	0,50	0,50
	Fin. intérieur	0,15	0,06	0,50	0,50	0,50
	Fin. extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
39	Microcrédits pour la Promotion de la Femme et de la Jeunesse	1,72	11,13	11,15	12,17	13,28
	Personnel	0,24	0,23	0,24	0,24	0,25
	Biens et Services	0,15	0,30	0,32	0,33	0,35
	Transferts	0,00	9,00	9,90	10,89	11,98
	Investissement	1,33	1,60	0,70	0,70	0,70
	Fin. intérieur	0,06	0,50	0,70	0,70	0,70
	Fin. extérieur	1,27	1,10	0,00	0,00	0,00

S e c t	Départements / Institutions	2012 Estimation	2013 LFI2013	2014	2015	2016
33	Energie et Pétrole	27,85	45,89	60,03	61,17	61,32
	Personnel	0,55	0,46	0,48	0,49	0,51
	Biens et Services	0,44	2,43	2,55	2,68	2,81
	Transferts	1,20	25,00	27,00	28,00	28,00
	Investissement	25,66	18,00	30,00	30,00	30,00
	Fin. intérieur	2,77	12,00	30,00	30,00	30,00
	Fin. extérieur	22,89	6,00	0,00	0,00	0,00
35	Assainissement public et Promotion de la Bonne Gouvernance	0,95	3,19	3,33	3,39	3,46
	Personnel	0,36	1,72	1,81	1,85	1,88
	Biens et Services	0,59	0,97	1,02	1,05	1,08
	Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Investissement	0,00	0,50	0,50	0,50	0,50
	Fin. intérieur	0,00	0,50	0,50	0,50	0,50
	Fin. extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
36	Droits de l'Homme et Promotion des Libertés fondamentales	0,36	1,15	1,22	1,25	1,27
	Personnel	0,22	0,35	0,36	0,38	0,39
	Biens et Services	0,14	0,30	0,36	0,37	0,38
	Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Investissement	0,00	0,50	0,50	0,50	0,50
	Fin. intérieur	0,00	0,50	0,50	0,50	0,50
	Fin. extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Economie, Plan et Coopération Internationale	8,54	11,96	8,06	6,43	6,49
	Personnel	0,81	1,00	1,04	1,08	1,13
	Biens et Services	0,32	0,70	0,72	0,74	0,76
	Transferts	1,53	1,53	1,80	1,60	1,60
	Investissement	5,88	8,73	4,50	3,00	3,00
	Fin. intérieur	1,43	1,23	4,50	3,00	3,00
	Fin. extérieur	4,45	7,50	0,00	0,00	0,00
10	Finances et Budget	54,66	82,35	55,97	49,62	49,49
	Personnel	11,07	12,73	13,23	13,76	14,31
	Biens et Services	6,36	4,00	4,12	4,24	4,37
	Transferts	12,78	39,00	17,00	15,00	15,00
	Investissement	24,45	26,62	21,62	16,62	15,80
	Fin. intérieur	21,07	25,50	20,00	15,00	15,00
	Fin. extérieur	3,38	1,12	1,62	1,62	0,80
	Interêts	27,93	27,93	29,74	27,28	27,28
	Intérieurs	15,68	15,68	15,48	12,28	12,28
	Extérieurs	12,25	12,25	14,26	15,00	15,00
	Principal	104,19	176,02	192,18	165,16	165,16
	Intérieurs	69,25	93,25	108,10	80,16	80,16
	Extérieurs	34,94	82,78	84,09	85,00	85,00
	SERVICE DE LA DETTE	132,12	203,95	221,92	192,44	192,44
1	Présidence	25,40	24,92	25,35	25,05	25,78
	Personnel	11,02	10,42	10,84	11,27	11,72
	Biens et Services	3,66	3,50	3,75	4,01	4,29
	Transferts	5,77	6,00	5,77	5,77	5,77
	Investissement	4,95	5,00	5,00	4,00	4,00
	Fin. intérieur	4,95	5,00	5,00	4,00	4,00
	Fin. extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Primature	4,00	7,21	6,93	7,00	7,08
	Personnel	1,59	1,67	1,71	1,74	1,77
	Biens et Services	1,03	1,17	1,23	1,27	1,30
	Transferts	1,19	2,36	2,00	2,00	2,00
	Investissement	0,18	2,00	2,00	2,00	2,00
	Fin. intérieur	0,18	2,00	2,00	2,00	2,00
	Fin. extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Assemblée Nationale	16,53	18,35	17,25	17,45	17,65
	Personnel	7,51	8,38	8,47	8,55	8,64
	Biens et Services	5,63	5,58	5,69	5,81	5,92
	Transferts	3,09	2,59	2,59	2,59	2,59
	Investissement	0,30	1,79	0,50	0,50	0,50
	Fin. intérieur	0,30	1,79	0,50	0,50	0,50
	Fin. extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

S e c t	Départements / Institutions	2012 Estimation	2013 LFI2013	2014	2015	2016
4	Haut Conseil de la Communication (HCC)	0,62	2,09	0,85	0,86	0,87
	Personnel	0,16	0,29	0,29	0,30	0,30
	Biens et Services	0,16	0,20	0,21	0,21	0,22
	Transferts	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10
	Investissement	0,20	1,50	0,25	0,25	0,25
	Fin. intérieur	0,20	1,50	0,25	0,25	0,25
	Fin. extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Conseil Constitutionnel	0,85	1,56	0,64	0,64	0,65
	Personnel	0,24	0,26	0,26	0,26	0,27
	Biens et Services	0,15	0,17	0,18	0,18	0,19
	Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Investissement	0,45	1,13	0,20	0,20	0,20
	Fin. intérieur	0,45	1,13	0,20	0,20	0,20
	Fin. extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Communication, Porte Parole du Gouvernement	4,02	22,50	10,29	8,89	8,99
	Personnel	0,99	1,45	1,50	1,56	1,63
	Biens et Services	0,67	1,25	1,29	1,33	1,37
	Transferts	1,65	5,50	5,50	4,00	4,00
	Investissement	0,71	14,30	2,00	2,00	2,00
	Fin. intérieur	0,71	13,00	2,00	2,00	2,00
	Fin. extérieur	0,00	1,30	0,00	0,00	0,00
9	Affaires étrangères et Intégration africaine	11,83	26,92	19,76	19,11	17,46
	Personnel	7,54	7,37	7,59	7,82	8,06
	Biens et Services	2,87	3,85	3,96	4,08	4,21
	Transferts	0,20	0,20	0,20	0,20	0,20
	Investissement	1,22	15,50	8,00	7,00	5,00
	Fin. intérieur	1,22	15,50	8,00	7,00	5,00
	Fin. extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
11	Fonction publique, Travail et Emploi	2,09	4,30	4,69	4,79	4,89
	Personnel	0,63	1,23	1,28	1,33	1,38
	Biens et Services	0,40	0,87	0,91	0,96	1,01
	Transferts	0,70	0,70	0,50	0,50	0,50
	Investissement	0,36	1,50	2,00	2,00	2,00
	Fin. intérieur	0,36	1,50	2,00	2,00	2,00
	Fin. extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Intérieur et Sécurité publique	39,15	57,59	58,60	60,13	62,09
	Personnel	29,40	36,30	37,75	39,26	40,83
	Biens et Services	4,47	10,46	10,98	11,29	11,57
	Transferts	2,13	3,23	3,37	3,47	3,47
	Investissement	3,15	7,60	6,50	6,10	6,21
	Fin. intérieur	2,15	7,60	5,00	4,60	4,71
	Fin. extérieur	1,00	0,00	1,50	1,50	1,50
14	Défense nationale et Anciens combattants	99,66	141,37	111,91	116,05	120,90
	Personnel	60,61	65,26	71,78	75,37	79,14
	Biens et Services	30,25	25,12	26,13	27,18	28,26
	Transferts	0,80	0,99	1,00	1,00	1,00
	Investissement	8,00	50,00	13,00	12,50	12,50
	Fin. intérieur	8,00	50,00	13,00	12,50	12,50
	Fin. extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Commerce et Industrie	0,81	2,26	2,37	2,49	2,62
	Personnel	0,07	0,38	0,38	0,38	0,38
	Biens et Services	0,36	0,88	0,97	1,06	1,17
	Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Investissement	0,37	1,00	1,02	1,04	1,06
	Fin. intérieur	0,37	1,00	1,02	1,04	1,06
	Fin. extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Jeunesse et Sports	10,81	11,39	10,27	9,17	9,27
	Personnel	3,87	4,07	4,15	4,24	4,32
	Biens et Services	0,27	0,58	0,61	0,63	0,65
	Transferts	2,45	2,23	2,50	2,30	2,30
	Investissement	4,23	4,50	3,00	2,00	2,00
	Fin. intérieur	4,23	4,50	3,00	2,00	2,00
	Fin. extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

S e c t	Départements / Institutions	2012 Estimation	2013 LFI2013	2014	2015	2016
24	Tourisme et Promotion de l'Artisanat	3,15	13,93	13,19	10,19	5,20
	Personnel	0,38	0,38	0,39	0,39	0,40
	Biens et Services	0,12	0,25	0,20	0,20	0,20
	Transferts	0,30	0,30	0,60	1,60	1,60
	Investissement	2,36	13,00	12,00	8,00	3,00
	Fin. intérieur	2,36	13,00	12,00	8,00	3,00
	Fin. extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28	Secrétariat Général du Gouvernement	3,03	6,65	3,95	5,00	5,06
	Personnel	0,84	0,93	0,95	0,97	0,99
	Biens et Services	0,36	0,94	1,20	1,24	1,27
	Transferts	1,42	3,28	0,80	1,80	1,80
	Investissement	0,41	1,50	1,00	1,00	1,00
	Fin. intérieur	0,41	1,50	1,00	1,00	1,00
	Fin. extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
29	Médiature	0,74	1,20	1,13	1,13	1,14
	Personnel	0,36	0,51	0,51	0,52	0,52
	Biens et Services	0,08	0,16	0,16	0,17	0,17
	Transferts	0,20	0,20	0,20	0,20	0,20
	Investissement	0,10	0,33	0,25	0,25	0,25
	Fin. intérieur	0,10	0,33	0,25	0,25	0,25
	Fin. extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
37	Culture, Arts et Conservation du patrimoine	4,23	5,46	6,04	5,10	5,16
	Personnel	0,00	1,26	1,31	1,37	1,42
	Biens et Services	0,67	0,30	0,31	0,32	0,33
	Transferts	0,50	1,20	0,42	0,42	0,42
	Investissement	3,06	2,70	4,00	3,00	3,00
	Fin. intérieur	3,06	2,70	4,00	3,00	3,00
	Fin. extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
40	Conseil Economique et Social	1,16	1,38	1,30	2,30	2,32
	Personnel	0,25	0,35	0,35	0,36	0,36
	Biens et Services	0,50	0,63	0,64	0,65	0,66
	Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Investissement	0,41	0,40	0,30	1,30	1,30
	Fin. intérieur	0,41	0,40	0,30	1,30	1,30
	Fin. extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Urbanisme, Habitat, Affaires Foncières et Domaines	0,75	6,08	10,54	5,13	4,22
	Personnel	0,39	0,63	0,66	0,69	0,73
	Biens et Services	0,17	1,25	1,38	1,43	1,49
	Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Investissement	0,19	4,20	8,50	3,00	2,00
	Fin. intérieur	0,19	4,20	6,00	3,00	2,00
	Fin. extérieur	0,00	0,00	2,50	0,00	0,00
88	Dépenses Communes	229,62	110,63	105,93	99,36	94,23
	Personnel	24,12	30,92	27,83	28,11	28,39
	Biens et Services	37,85	31,93	32,25	32,57	32,90
	Transferts	113,48	44,81	35,85	28,68	22,94
	Investissement	54,18	2,96	10,00	10,00	10,00
	Fin. intérieur	54,18	2,96	10,00	10,00	10,00
	Fin. extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

ANNEXE 4 CADRE BUDGETAIRE A MOYEN TERME

	2012	2013	2014	2015	2016
RECETTES TOTALES	1 596,15	1 403,76	1 570,01	1 805,86	1 881,51
RECETTES FISCALES	1 039,66	1 016,09	905,05	983,41	1 056,40
Pétrolières	691,82	616,30	453,64	472,59	505,11
non pétrolières	347,84	399,79	451,41	510,82	551,29
RECETTES NON FISCALES	356,84	269,87	564,80	732,96	735,61
Pétrolières	327,70	240,63	531,97	696,44	694,96
non pétrolières	29,14	29,24	32,83	36,52	40,65
DONS	199,65	117,81	100,16	89,49	89,49
DEPENSES TOTALES	1 631,25	1 541,82	1 632,84	1 744,58	1 747,98
SERVICES DE LA DETTE	27,93	28,42	29,74	27,28	27,28
DEPENSES DE PERSONNEL	285,49	343,39	362,69	380,14	398,44
DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	137,91	135,46	143,09	155,83	165,92
DEPENSES DE TRANSFERTS	296,30	298,97	277,10	267,00	267,00
DEPENSES D'INVESTISSEMENTS	883,63	735,59	820,23	914,34	889,34
SUR RESSOURCES INT.	640,22	548,24	547,62	600,00	575,00
SUR RESSOURCES EXT.	243,42	187,35	272,61	314,34	314,34
Solde primaire hors pétrole	-982,93	-897,03	-846,26	-855,63	-814,42
PIB nominal hors pétrole	4 616,27	4 838,92	5 142,11	5 551,69	5 752,28
Solde primaire hors pétrole/PIB	-21,3%	-18,5%	-16,5%	-15,4%	-14,2%